



Programme
des Nations Unies
pour l'environnement



UNEP(OCA)/MED WG.64/2
16 mars 1993

FRANCAIS
Original: ANGLAIS

PLAN D'ACTION POUR LA MEDITERRANEE

Première réunion des experts méditerranéens
sur la préparation d'un protocole relatif à
la prévention de la pollution de la mer
Méditerranée par les mouvements transfrontières
de déchets dangereux et leur élimination

Cervia, Italie, 23-25 avril 1993

**PROJET DE PROTOCOLE RELATIF A LA PREVENTION
DE LA POLLUTION DE LA MER MEDITERRANEE PAR LES
MOUVEMENTS
TRANSFRONTIERES DE DECHETS DANGEREUX ET LEUR
ELIMINATION**

Introduction

La Septième réunion ordinaire des Parties contractantes (Le Caire, octobre 1991) et la réunion du Bureau des Parties contractantes (Le Caire, novembre 1992) ont demandé au Secrétariat de convoquer, en 1993, la réunion d'un groupe de travail d'experts techniques et juridiques pour l'élaboration d'un projet de protocole relatif à la prévention de la pollution de la mer Méditerranée par les mouvements transfrontières de déchets dangereux et leur élimination (Protocole "Déchets dangereux").

En outre, le Bureau a donné au Secrétariat instruction d'assurer la coordination avec les conventions existantes, notamment avec la Convention de Bâle, lors de la préparation du projet de protocole. En conséquence, le présent projet a été élaboré par le Secrétariat après avoir dûment tenu compte des conventions existantes (Convention de Bâle et Convention de Bamako), d'autres propositions pertinentes sur cette question (projet de protocole de Greenpeace et projet de protocole du Secrétariat de Bâle), ainsi que de la pratique actuelle au plan international.

PROJET DE PROTOCOLE RELATIF A LA PREVENTION DE LA POLLUTION DE LA MER MEDITERRANEE PAR LES MOUVEMENTS TRANSFRONTIERES DE DECHETS DANGEREUX ET LEUR ELIMINATION

Les Parties contractantes au présent Protocole,

Etant Parties à la Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution, adoptée à Barcelone le 15 février 1976,

Conscientes du danger que font courir à l'environnement de la zone de la mer Méditerranée dans son ensemble les mouvements transfrontières et l'élimination de déchets dangereux,

Convaincues que la manière la plus efficace de protéger la santé humaine et le milieu marin des dangers représentés par les déchets dangereux consiste à réduire et éliminer leur production au moyen, par exemple, de leur remplacement et d'autres méthodes de production propres,

Reconnaissant le sentiment croissant favorable à l'interdiction des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination dans d'autres Etats, en particulier dans les pays en développement,

Tenant compte de la Déclaration de Rio de 1992 sur l'environnement et le développement, et notamment du Principe 14 qui énonce que les Etats "devraient concerter efficacement leurs efforts pour décourager ou prévenir les déplacements ou les transferts dans d'autres Etats de toutes activités ou substances qui provoquent une grave détérioration de l'environnement et dont on a constaté qu'elles étaient nocives pour la santé de l'homme",

Conscientes du fait que la communauté internationale est de plus en plus préoccupée par la nécessité de veiller à ce que la pollution ayant sa source dans un Etat ne soit pas transférée dans d'autres Etats et, conformément à cet objectif, de la nécessité de réduire dans la mesure du possible au minimum les mouvements transfrontières de déchets dangereux dans le but ultime de supprimer progressivement ces mouvements,

Reconnaissant également que tout Etat possède le droit souverain d'interdire l'entrée ou l'élimination de déchets dangereux d'origine étrangère sur son territoire,

Tenant compte de la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination, adoptée en mars 1989, et en particulier de l'article 11,

Tenant compte aussi du fait que de nombreux Etats, et parmi eux des Parties contractantes à la Convention de Barcelone, ont pris des mesures juridiques et conclu des accords internationaux, conformes à la Convention de Bâle, pour interdire les mouvements transfrontières de déchets dangereux, tels que la quatrième Convention ACP-CEE signée à Lomé le 15 décembre 1989 par la Communauté économique européenne et le Groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, et la Convention de Bamako sur l'interdiction d'importer en Afrique des déchets dangereux et sur le contrôle des mouvements transfrontières et la gestion des déchets dangereux produits en Afrique, adoptée sous les auspices de l'Organisation de l'unité africaine en janvier 1991,

Reconnaissant la différence des niveaux de développement économique et législatif entre les divers Etats côtiers méditerranéens, et conscientes du fait que le transfert des déchets dangereux ne devrait pas être autorisé pour tirer parti de ces disparités économiques ou législatives au détriment de l'environnement et des conditions de vie sociale des pays en développement,

Sont convenues de ce qui suit:

Article 1

Aux fin du présent Protocole:

- (a) On entend par "la Convention" la Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution, adoptée à Barcelone le 16 février 1976;
- (b) On entend par "déchets" des substances ou matériaux qu'on élimine, qu'on a l'intention d'éliminer ou qu'on est tenu d'éliminer en vertu des dispositions du droit national;
- (c) On entend par "déchets dangereux" les déchets spécifiés à l'article 3 du présent Protocole;
- (d) On entend par "élimination" toute opération spécifiée à l'annexe III du présent Protocole;
- (e) On entend par "mouvement transfrontières" tout mouvement de déchets dangereux en provenance d'une zone relevant de la compétence nationale d'un Etat et à destination d'une zone relevant de la compétence nationale d'un autre Etat, ou en transit par cette zone, ou d'une zone ne relevant de la compétence nationale d'aucun Etat, ou en transit par cette zone, pour autant que deux Etats au moins soient concernés par le mouvement;
- (f) On entend par "méthodes de production propres" les méthodes de production et les procédés industriels qui évitent ou éliminent la production de déchets ou de produits dangereux conformément à l'article 5 du présent Protocole;
- (g) On entend par "gestion écologiquement rationnelle" des déchets dangereux ou d'autres déchets toutes mesures pratiques permettant d'assurer que les déchets dangereux ou d'autres déchets sont collectés, transportés et éliminés (y compris l'entretien des sites d'élimination) d'une manière qui garantisse la protection de la santé humaine et de l'environnement contre les effets nuisibles que peuvent avoir ces déchets;

- (h) On entend par "zone relevant de la compétence nationale d'un Etat" toute zone terrestre, maritime ou aérienne à l'intérieur de laquelle un Etat exerce conformément au droit international des compétences administratives et réglementaires en matière de protection de la santé humaine ou de l'environnement;
- (i) On entend par "Etat d'exportation" une Partie en provenance de la zone relevant de la compétence nationale de laquelle est prévu le déclenchement ou est déclenché un mouvement transfrontières de déchets dangereux ou d'autres déchets;
- (j) On entend par "Etat d'importation" une Partie à destination de la zone relevant de la compétence nationale de laquelle est prévu ou a lieu un mouvement transfrontières de déchets dangereux ou d'autres déchets pour qu'ils y soient éliminés ou aux fins de chargement avant élimination dans une zone qui ne relève de la compétence nationale d'aucun Etat;
- (k) On entend par "Etat de transit" une Partie, autre que l'Etat d'exportation ou d'importation, à travers la zone relevant de la compétence nationale de laquelle un mouvement de déchets dangereux ou d'autres déchets est prévu ou a lieu;
- (l) On entend par "exportateur" toute personne qui relève de la juridiction de l'Etat d'exportation et qui procède à l'exportation de déchets dangereux ou d'autres déchets;
- (m) On entend par "importateur" toute personne qui relève de la juridiction de l'Etat d'importation et qui procède à l'importation de déchets dangereux ou d'autres déchets;
- (n) On entend par "producteur" toute personne dont l'activité produit des déchets dangereux ou d'autres déchets ou, si cette personne est inconnue, la personne qui est en possession de ces déchets et/ou qui les contrôle;
- (o) On entend par "trafic illicite" tout mouvement transfrontières de déchets dangereux ou d'autres déchets ainsi qu'il est spécifié à l'article 9.
- (p) On entend par "personne" toute personne physique ou morale;
- (q) On entend par "pays en développement" les pays qui ne sont pas Etats membres de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE);
- (r) On entend par "pays développés" les pays qui sont Etats membres de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE);
- (s) On entend par "Organisation" l'organisme visé à l'article 13 de la Convention.

Article 2

La zone d'application du présent Protocole (ci-après dénommée la "zone du Protocole") comprend:

- (a) La zone de la mer Méditerranée délimitée à l'article premier de la Convention;
- (b) Les territoires des Etats côtiers, Parties au présent Protocole, susceptibles d'être affectés par des mouvements transfrontières de déchets dangereux et/ou leur élimination.

Article 3

1. Les substances ci-après sont considérées comme des déchets dangereux aux fins du présent Protocole:

- (a) Les déchets qui appartiennent à l'une des catégories figurant à l'annexe I du présent Protocole;
- (b) Les déchets auxquels les dispositions de l'alinéa (a) ci-dessus ne s'appliquent pas mais qui sont définis ou considérés comme dangereux par la législation interne de l'Etat d'exportation, d'importation ou de transit;
- (c) Les déchets qui possèdent l'une des caractéristiques indiquées à l'annexe II du présent Protocole;
- (d) Les substances dangereuses qui ont été frappées d'interdiction, annulées ou dont l'enregistrement a été refusé par les actions réglementaires du gouvernement du pays de production pour des raisons de protection de la santé humaine ou de l'environnement, ou dont l'enregistrement officiel requis pour l'utilisation dans le pays de production a été volontairement retiré ou omis;
- (e) Les déchets provenant de l'exploitation normale des navires et dont le rejet fait l'objet d'un autre instrument international sont exclus du champ d'application du présent Protocole.

2. Le producteur ou l'éliminateur, selon le cas, sont tenus d'établir qu'un déchet particulier n'est pas assujetti aux dispositions du présent Protocole.

Article 4

1. Chaque Etat informe l'Organisation, dans un délai de six mois après être devenu Partie au présent Protocole, des déchets, autres que ceux énumérés à l'annexe I du présent Protocole, qui sont considérés ou définis comme dangereux par sa législation nationale, ainsi que de toute autre disposition concernant les procédures en matière de mouvement transfrontières applicables à ces déchets.
2. Chacune des Parties informe par la suite l'Organisation de toute modification importante aux renseignements communiqués en application du paragraphe 1 du présent article.
3. L' Organisation informe toutes les Parties au présent Protocole des renseignements qu'elle a reçus en application des paragraphes 1 et 2 du présent article.
4. Les Parties sont tenues de mettre à la disposition de leurs exportateurs et d'autres organes appropriés les renseignements qui leurs sont communiqués par l'Organisation en application du paragraphe 3 du présent article.

Article 5

1. Les Parties contractantes au présent Protocole (ci-après dénommées "les Parties") prennent toutes mesures appropriées pour prévenir et éliminer la pollution de la zone de la mer Méditerranée qui peut résulter de mouvements transfrontières et de l'élimination de déchets dangereux.
2. Les Parties prennent toutes mesures appropriées pour réduire au minimum et, si possible, éliminer la production de déchets dangereux.
3. Les Parties prennent également toutes mesures appropriées pour réduire au minimum les mouvements transfrontières de déchets dangereux et, si possible, éliminer totalement ces mouvements en Méditerranée.

Pour atteindre cet objectif, les Parties ont le droit, individuellement ou collectivement, d'interdire l'importation de déchets dangereux, les autres Parties respectent cette décision souveraine et n'autorisent pas l'exportation de déchets dangereux vers l'Etat ou le groupe d'Etats qui ont interdit leur importation.
4. Chaque Partie prend les mesures juridiques, administratives et autres appropriées dans la zone relevant de sa compétence pour interdire l'importation de déchets dangereux et d'autres déchets en provenance d'Etats non Parties ou leur exportation vers des Etats non Parties.
5. Les Parties coopèrent avec d'autres organisations des Nations Unies, organisations internationales et régionales concernées afin d'assurer la prévention du trafic illicite, et elles prennent toutes mesures appropriées pour prévenir et punir les cas de pareil trafic.

Article 6

Dans des cas exceptionnels et quand les déchets dangereux ne peuvent être recyclés ou éliminés dans le pays où ils ont été produits, les mouvements transfrontières de ces déchets peuvent être autorisés en prenant en considération:

1. La situation particulière et précaire des pays en développement méditerranéens qui ne disposent pas des moyens techniques ainsi que des installations d'élimination pour une gestion écologiquement rationnelle des déchets dangereux.
2. Que l'Etat d'exportation veille à ce que l'Etat d'importation dispose des moyens techniques, des installations nécessaires et des sites d'élimination voulus pour éliminer les déchets en question selon des méthodes écologiquement rationnelles et efficaces.
3. Que le mouvement transfrontières de déchets dangereux n'aura lieu qu'après notification écrite préalable de l'Etat exportateur ainsi qu'il est spécifié à l'annexe IV du présent Protocole, et le consentement écrit préalable du ou des Etats d'importation et de transit.
4. Que chaque Etat concerné par le mouvement transfrontières prend les mesures appropriées pour veiller à ce que ledit mouvement soit entrepris d'une manière au moins compatible avec les normes de sécurité internationales, et en particulier avec les procédures et normes fixées par la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et leur élimination.

Article 7

L'Etat d'exportation est tenu de réimporter les déchets en question si le mouvement transfrontières ne peut être mené à terme par suite d'impossibilité d'exécution du contrat. A cette fin, tout Etat de transit ne s'oppose pas à la réintroduction de ces déchets dans l'Etat d'exportation, ni ne l'entrave ou ne l'empêche, après avoir été dûment informé par l'Etat d'exportation.

Article 8

1. Conformément à l'article 11 de la Convention, les Parties coopèrent, dans la mesure du possible, dans les domaines de la science et la technologie qui sont liés à la pollution due aux déchets dangereux, notamment sur l'application et l'élaboration de nouvelles méthodes de réduction et d'élimination des déchets dangereux produits grâce à des procédés de production propres.
2. A cette fin, les Parties veillent à ce que les producteurs de déchets dangereux dans la zone relevant de leur compétence soumettent des rapports concernant les déchets dangereux qu'ils produisent afin de permettre à l'Organisation de présenter un bilan des déchets dangereux.

3. Les Parties coopèrent à la prise de mesures appropriées pour appliquer l'approche de précaution basée sur la prévention aux problèmes de pollution résultant des déchets dangereux, de leurs mouvements transfrontières et de leur élimination. A cette fin, les Parties emploient des méthodes de production propres applicables à l'ensemble des cycles de production.

Article 9

1. Aux fins du présent Protocole, tout mouvement transfrontières de déchet dangereux en violation des dispositions du présent Protocole est réputé constituer un trafic illicite.

2. Chaque Partie adopte une législation nationale appropriée pour imposer des sanctions pénales à toute personne qui planifie ou effectue ces activités illicites, ou y collabore. Ces sanctions doivent être suffisamment sévères pour punir et dissuader ces comportements.

3. Au cas de trafic illicite du fait du comportement de l'exportateur ou du producteur, l'Etat d'exportation veille à ce que les déchets en question soient repris par l'exportateur ou le producteur ou, s'il y a lieu, par lui-même, sur son territoire, et à ce qu'une action judiciaire appropriée soit engagée contre le ou les contrevenants.

4. Au cas de trafic illicite par suite du comportement de l'importateur ou l'éliminateur, l'Etat d'importation veille à ce que les déchets en question soient renvoyés à l'exportateur par l'importateur et à ce que des poursuites judiciaires soient engagées contre le ou les contrevenants conformément aux dispositions du présent Protocole.

5. Les Parties adressent dès que possible tous renseignements relatifs à un trafic illicite à l'Organisation, laquelle transmet ces renseignements à toutes les Parties contractantes.

6. Les Parties coopèrent pour veiller à ce qu'aucun trafic illicite n'ait lieu. Sur demande, l'Organisation aide les Parties à déceler les cas de trafic illicite et elle communique immédiatement aux Parties concernées tous renseignements qu'elle a reçus au sujet de trafic illicite.

Article 10

1. Les Parties, agissant directement ou avec l'aide des organisations internationales qualifiées ou autres, ou de manière bilatérale, coopèrent en vue d'élaborer et de mettre en oeuvre des programmes d'assistance financière et technique en faveur des pays en développement.

2. A cette fin, la première réunion des Parties au présent Protocole examine la création d'un centre régional de formation et d'assistance technique dans le domaine des déchets dangereux.

Article 11

Les Parties s'informent mutuellement, par l'intermédiaire de l'Organisation, des mesures prises, des résultats obtenus et, le cas échéant, des difficultés rencontrées lors de l'application du présent Protocole. Les modalités permettant de recueillir et de présenter ces informations sont déterminées lors des réunions des Parties.

Article 12

1. Dans les cas exceptionnels où un mouvement transfrontières de déchet dangereux est autorisé aux termes du présent Protocole, les Parties veillent à ce que les renseignements voulus soient communiqués au public et transmis par les voies que les Parties jugent appropriées.

2. L'Etat d'exportation et l'Etat d'importation, conformément aux dispositions du présent Protocole, et chaque fois qu'il est possible et opportun, donnent au public l'occasion de prendre part aux procédures pertinentes en vue de faire connaître ses vues et préoccupations.

Article 13

1. Toute Partie qui a des raisons de croire qu'une autre Partie agit ou a agi en violation des obligations découlant du présent Protocole doit en informer l'Organisation et, dans ce cas, elle informe simultanément et immédiatement, directement ou par l'intermédiaire de l'Organisation, la Partie faisant l'objet des allégations.

2. L'Organisation procède à la vérification du fondement de l'allégation et soumet un rapport à ce sujet à toutes les Parties au présent Protocole.

Article 14

Les Parties coopèrent en vue d'élaborer et adopter, aussitôt que possible, des règles et procédures appropriées concernant la détermination des responsabilités et la réparation des dommages résultant des mouvements transfrontières et de l'élimination de déchets dangereux et autres déchets.

Article 15

1. Les réunions ordinaires des Parties se tiennent lors des réunions ordinaires des Parties contractantes à la Convention organisées en vertu de l'article 14 de ladite Convention. Les Parties au présent Protocole peuvent aussi tenir des réunions extraordinaires conformément à l'article 14 de la Convention.
2. Les réunions des Parties au présent Protocole ont notamment pour objet:
 - (a) de veiller à l'application du présent Protocole et d'examiner l'opportunité de prendre d'autres mesures, en particulier sous forme d'annexes;
 - (b) de réviser et d'amender, le cas échéant, toute annexe au présent Protocole;
 - (c) d'élaborer et d'adopter des programmes et des mesures conformément aux articles 7, 8 et 9 du présent Protocole;
 - (d) d'examiner les renseignements soumis par les Parties en application des articles 7, 8 et 10 du présent Protocole;
 - (e) de remplir en tant que de besoin toutes autres fonctions en application du présent Protocole.

Article 16

1. La réunion des Parties adopte à la majorité des deux tiers (2/3) tous programmes et mesures supplémentaires pour la prévention et l'élimination de la pollution résultant de mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination.
2. Les Parties qui n'ont pu accepter un programme ou des mesures informent la réunion des Parties des dispositions qu'elles entendent prendre dans le domaine du programme ou des mesures concernés, étant entendu que ces Parties pourront à tout moment donner leur accord au programme ou aux mesures adoptés.

Article 17

1. Les dispositions de la Convention se rapportant à tout protocole s'appliquent à l'égard du présent Protocole.
2. Le règlement intérieur et les règles financières adoptés conformément à l'article 18 de la Convention s'appliquent à l'égard du présent Protocole, à moins que les Parties au Protocole n'en conviennent autrement.
3. Le présent Protocole est ouvert à _____, du _____ au _____, et à Madrid, du _____ au _____, à la signature des Etats invités à la Conférence de plénipotentiaires des Etats côtiers de la région méditerranéenne sur la protection de la mer Méditerranée contre la pollution résultant de mouvements transfrontières de déchets dangereux et leur élimination, tenue à _____ du _____ au _____. Il est également ouvert, jusqu'aux mêmes dates, à la signature de la Communauté économique européenne et de tout groupement économique régional similaire dont l'un au moins des membres est un Etat côtier de la zone de la mer Méditerranée et qui exerce des compétences dans des domaines couverts par le présent Protocole.
4. Le présent Protocole sera soumis à ratification, acceptation ou approbation. Les instruments de ratification, acceptation ou approbation seront déposés auprès du Gouvernement de l'Espagne, qui assumera les fonctions de dépositaire.
5. A partir du _____, le présent Protocole est ouvert à l'adhésion des Etats visés au paragraphe 3 ci-dessus, de la Communauté économique européenne et de tout groupement visé audit paragraphe.
6. Le présent Protocole entrera en vigueur le trentième (30e) jour à compter de la date du dépôt d'au moins six instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation du Protocole ou d'adhésion à celui-ci par les Parties visées au paragraphe 3 du présent article.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent Protocole.

Fait à _____, le _____, en un seul exemplaire en langue anglaise, arabe, espagnole et française, les quatre textes faisant également foi.

ANNEXE	1	La même que dans la proposition de Greenpeace ou la Convention de Bamako.
ANNEXE	2	Annexe III de la Convention de Bâle ou Annexe II de la proposition de Greenpeace.
ANNEXE	3	Annexe IV de la Convention de Bâle.
ANNEXE	4	Informations à fournir lors de la notification (Annexe V de la Convention de Bâle). Informations à fournir dans le document de mouvement.

ANNEXE I

**CATEGORIES DE DECHETS QUI CONSTITUENT
DES DECHETS DANGEREUX**

Flux de déchets:

- Y0 Tous les déchets contenant des radionucléides ou contaminés par des radionucléides et dont la concentration ou les propriétés résultent d'activités humaines
- Y1 Déchets cliniques provenant de soins médicaux dispensés dans des hôpitaux, centres médicaux et cliniques
- Y2 Déchets issus de la production et de la préparation de produits pharmaceutiques
- Y3 Déchets de médicaments et produits pharmaceutiques
- Y4 Déchets issus de la production, de la préparation et de l'utilisation de biocides et de produits phytopharmaceutiques
- Y5 Déchets issus de la fabrication, de la préparation et de l'utilisation des produits de préservation du bois
- Y6 Déchets issus de la production, de la préparation et de l'utilisation de solvants organiques
- Y7 Déchets cyanurés de traitements thermiques et d'opérations de trempe
- Y8 Déchets d'huiles minérales impropres à l'usage initialement prévu
- Y9 Mélanges et émulsions huile/eau ou hydrocarbure/eau
- Y10 Substances et articles contenant, ou contaminés par, des diphényles polychlorés (PCB), des terphényles polychlorés (PCT) ou des diphényles polybromés (PBB)
- Y11 Résidus goudronneux de raffinage, de distillation ou de toute opération de pyrolyse
- Y12 Déchets issus de la production, de la préparation et de l'utilisation d'encres, de colorants, de pigments, de peintures, de laques ou de vernis
- Y13 Déchets issus de la production, de la préparation et de l'utilisation de résines, de latex, de plastifiants ou de colles et adhésifs
- Y14 Déchets de substances chimiques non identifiées et/ou nouvelles qui proviennent d'activités de recherche, de développement ou d'enseignement, et dont les effets sur l'homme et/ou sur l'environnement ne sont pas connus
- Y15 Déchets de caractère explosible non soumis à une législation différente
- Y16 Déchets issus de la production, de la préparation et de l'utilisation de produits et matériels photographiques
- Y17 Déchets de traitement de surface des métaux et matières plastiques

- Y18 Résidus d'opérations d'élimination des déchets industriels
- Y46 Déchets ménagers collectés, y compris les eaux usées et les boues d'égout
- Y47 Résidus provenant de l'incinération des déchets ménagers

Déchets ayant comme constituants:

- Y19 Métaux carbonyles
- Y20 Béryllium; composés du béryllium
- Y21 Composés du chrome hexavalent
- Y22 Composés du cuivre
- Y23 Composés du zinc
- Y24 Arsenic; composés de l'arsenic
- Y25 Sélénium; composés du sélénium
- Y26 Cadmium; composés du cadmium
- Y27 Antimoine; composés de l'antimoine
- Y28 Tellure; composés du tellure
- Y29 Mercure; composés du mercure
- Y30 Thallium; composés du thallium
- Y31 Plomb; composés du plomb
- Y32 Composés inorganiques du fluor, à l'exclusion du fluorure de calcium
- Y33 Cyanures inorganiques
- Y34 Solutions acides ou acides sous forme solide
- Y35 Solutions basiques ou bases sous forme solide
- Y36 Amiante (poussières et fibres)
- Y37 Composés organiques du phosphore
- Y38 Cyanures organiques
- Y39 Phénols; composés phénolés, y compris les chlorophénols
- Y40 Ethers

- Y41 Solvants organiques halogénés
- Y42 Solvants organiques, sauf solvants halogénés
- Y43 Tout produit de la famille des dibenzofurannes polychlorés
- Y44 Tout produit de la famille des dibenzoparadioxines polychlorées
- Y45 Composés organohalogénés autres que les matières figurant dans la présente annexe (par exemple Y39, Y41, Y42, Y43, Y44).

ANNEXE II

LISTE DES CARACTERISTIQUES DE DANGER

Classe [*] ONU	Code	Caractéristiques
1	H1	<p>Matières explosives</p> <p>Une matière ou un déchet explosif est une matière (ou un mélange de matières) solide ou liquide qui peut elle-même, par réaction chimique, émettre des gaz à une température et une pression et à une vitesse telles qu'il en résulte des dégâts dans la zone environnante.</p>
3	H3	<p>Liquides inflammables</p> <p>Les liquides inflammables sont les liquides, mélange de liquides, ou liquides contenant des solides en solution ou suspension (peintures, vernis, laques, etc., par exemple, à l'exclusion cependant des matières ou déchets classés ailleurs en raison de leurs caractéristiques dangereuses), qui émettent des vapeurs inflammables à une température ne dépassant pas 60,5EC en creuset fermé ou 65,6EC en creuset ouvert. (Comme les résultats des essais en creuset ouvert et en creuset fermé ne sont pas strictement comparables entre eux et que même les résultats de plusieurs essais effectués selon la même méthode diffèrent souvent, les règlements qui s'écarteraient des chiffres ci-dessus pour tenir compte de ces différences demeurerait conformes à l'esprit de cette définition.)</p>
4.1	H4.1	<p>Matières solides inflammables</p> <p>Les solides ou déchets solides inflammables sont les matières solides autres que celles classées comme explosives, qui, dans les conditions rencontrées lors du transport, s'enflamment facilement ou peuvent causer un incendie sous l'effet du frottement, ou le favoriser.</p>
4.2	H4.2	<p>Matières spontanément inflammables</p> <p>Matières ou déchets susceptibles de s'échauffer spontanément dans des conditions normales de transport, ou de s'échauffer au contact de l'air, et pouvant alors s'enflammer.</p>
4.3	H4.3	<p>Matières ou déchets qui, au contact de l'eau, émettent des gaz inflammables</p> <p>Matières ou déchets qui, par réaction avec l'eau, sont susceptibles de s'enflammer spontanément ou d'émettre des gaz inflammables en quantités dangereuses.</p>

* Cette numérotation correspond au système de classification de danger adopté dans les recommandations des Nations Unies pour le transport des marchandises dangereuses (ST/SG/AC.10/1/Rev.5, Nations Unies, New York, 1988).

5.1	H5.1	Matières comburantes	Matières ou déchets qui, sans être toujours combustibles eux-mêmes, peuvent, en général, en cédant de l'oxygène, provoquer ou favoriser la combustion d'autres matières.
5.2	H5.2	Péroxydes organiques	Matières organiques ou déchets contenant la structure bivalente -O-O- sont des matières thermiquement instables, qui peuvent subir une décomposition auto-accélérée exothermique.
6.1	H6.1	Matières toxiques (aiguës)	Matières ou déchets qui, par ingestion, inhalation ou pénétration cutanée, peuvent causer la mort ou une lésion grave ou nuire à la santé humaine.
6.2	H6.2	Matières infectieuses	Matières ou déchets contenant des micro-organismes viables ou leurs toxines, dont on sait, ou dont on a de bonnes raisons de croire, qu'ils causent la maladie chez les animaux ou chez l'homme.
8	H8	Matières corrosives	Matières ou déchets qui, par action chimique, causent des dommages graves aux tissus vivants qu'elles touchent, ou qui peuvent en cas de fuite endommager sérieusement, voire détruire, les autres marchandises transportées ou les engins de transport et qui peuvent aussi comporter d'autres risques.
9	H10	Matières libérant des gaz toxiques au contact de l'air ou de l'eau	Matières ou déchets qui, par réaction avec l'air ou l'eau, sont susceptibles d'émettre des gaz toxiques en quantités dangereuses.
9	H11	Matières toxiques (effets différés ou chroniques)	Matières ou déchets qui, par inhalation, ingestion ou pénétration cutanée, peuvent entraîner des effets différés ou chroniques, ou produire le cancer.
9	H12	Matières écotoxiques	Matières ou déchets qui, si ils sont rejetés, provoquent ou risquent de provoquer, par bio-accumulation et/ou effets toxiques sur les systèmes biologiques, des impacts nocifs immédiats ou différés sur l'environnement.
9	H13	Matières susceptibles après élimination de donner lieu, par quelque moyen que ce soit, à une autre substance, par exemple un produit de lixiviation, qui possède l'une des caractéristiques énumérées ci-dessus.	

ANNEXE III

OPERATIONS D'ELIMINATION

A. OPERATIONS NE DEBOUCHANT PAS SUR UNE POSSIBILITE DE RECUPERATION, DE RECYCLAGE, DE REUTILISATION, DE REEMPLOI DIRECT, OU TOUTE AUTRE UTILISATION DES DECHETS

La section A récapitule toutes ces opérations d'élimination telles qu'elles sont effectuées en pratique.

- D1 Dépôt sur ou dans le sol (par exemple mise en décharge, etc.)
- D2 Traitement en milieu terrestre (par exemple biodégradation de déchets liquides ou de boue dans les sols, etc.)
- D3 Injection en profondeur (par exemple des déchets pompables dans des puits, des dômes de sel, ou des failles géologique naturelles, etc.)
- D4 Lagunage (par exemple déversement de déchets liquides ou de boues dans des puits, des étangs ou des bassins, etc.)
- D5 Mise en décharge spécialement aménagée (par exemple placement dans des alvéoles étanches séparées, recouvertes et isolées les unes des autres et de l'environnement, etc.)
- D6 Rejet dans le milieu aquatique sauf l'immersion en mer
- D7 Immersion en mer, y compris enfouissement dans le sous-sol marin
- D8 Traitement biologique non spécifié ailleurs dans la présente Annexe, aboutissant à des composés ou à des mélanges qui sont éliminés selon l'un des procédés énumérés à la section A
- D9 Traitement physico-chimique non spécifié ailleurs dans la présente Annexe, aboutissant à des composés ou à des mélanges qui sont éliminés selon l'un des procédés énumérés à la section A (par exemple évaporation, séchage, calcination, neutralisation, précipitation, etc.)
- D10 Incinération à terre
- D11 Incinération en mer
- D12 Stockage permanent (par exemple placement de conteneurs dans une mine, etc.)
- D13 Regroupement préalablement à l'une des opérations de la section A
- D14 Reconditionnement préalablement à l'une des opérations de la section A
- D15 Stockage préalablement à l'une des opérations de la section A

B. OPERATIONS DEBOUCHANT SUR UNE POSSIBILITE DE RECUPERATION, DE RECYCLAGE, DE REUTILISATION, DE REEMPLOI DIRECT, OU TOUTE AUTRE UTILISATION DES DECHETS

La section B est censée récapituler toutes ces opérations, concernant des matières qui sont considérées ou légalement définies comme déchets dangereux et qui auraient sinon subi l'une des opérations énoncées à la section A.

- R1 Utilisation comme combustible (autrement qu'en incinération directe) ou autre moyen de produire de l'énergie
- R2 Récupération ou régénération des solvants
- R3 Recyclage ou récupération de substances organiques qui ne sont pas utilisées comme solvants
- R4 Recyclage ou récupération des métaux ou des composés métalliques
- R5 Recyclage ou récupération d' autres matières inorganiques
- R6 Régénération des acides ou des bases
- R7 Récupération des produits servant à capter les polluants
- R8 Récupération des produits provenant des catalyseurs
- R9 Régénération ou autres réemplois des huiles usées
- R10 Epandage sur le sol au profit de l'agriculture ou de l'écologie
- R11 Utilisation de matériaux résiduels obtenus à partir de l'une des opérations numérotées R1 à R10
- R12 Echange de déchets en vue de les soumettre à l'une des opérations numérotées R1 à R11
- R13 Mise en réserve de matériaux en vue de les soumettre à l'une des opérations figurant à la section B

ANNEXE IV A

INFORMATIONS A FOURNIR LORS DE LA NOTIFICATION

1. Motif de l'exportation de déchets;
2. Exportateur des déchets 1/;
3. Producteur(s) des déchets et lieu de production 1/;
4. Importateur et éliminateur des déchets et site effectif d'élimination 1/;
5. Transportateur(s) prévu(s) des déchets ou leurs agents, lorsqu'ils sont connus 1/;
6. Pays d'exportation des déchets
Autorité compétente 2/;
7. Pays de transit prévus
Autorité compétente 2/;
8. Pays d'importation des déchets
Autorité compétente 2/;
9. Date(s) prévue(s) du(des) transfert(s), durée de l'exportation des déchets et itinéraire prévu (notamment points d'entrée et de sortie) 3/;
10. Moyen(s) de transport prévu(s) (route, rail, mer, air, voie de navigation intérieure, etc.);
11. Informations relatives à l'assurance 4/;
12. Dénomination et description physique des déchets, y compris numéro Y et numéro ONU, composition de ceux-ci 5/ et renseignements sur toute disposition particulière relative à la manipulation, notamment mesures d'urgence à prendre en cas d'accident;
13. Type de conditionnement prévu (par exemple vrac, fûts, citernes);
14. Quantité estimée en poids/volume 6/;
15. Processus dont proviennent les déchets 7/;
16. Pour les déchets énumérés à l'Annexe I, classification de l'Annexe II, caractéristique de danger, numéro H, classe de l'ONU;
17. Mode d'élimination selon l'Annexe III;
18. Déclaration du producteur et de l'exportateur certifiant l'exactitude des informations;
19. Informations (y compris la description technique de l'installation) communiquées à l'exportateur ou au producteur par l'éliminateur des déchets et sur lesquelles ce dernier s'est fondé pour estimer qu'il n'y a aucune raison de croire que les déchets ne seront pas gérés selon des méthodes écologiquement rationnelles conformément aux lois et règlements du pays importateur;
20. Renseignements concernant le contrat conclu entre l'exportateur et l'éliminateur.

NOTES

- 1/ Nom et adresse complets, numéros de téléphone, de télex ou de télécopieur, ainsi que nom, adresse et numéro de téléphone, de télex ou de télécopieur de la personne à contacter.
- 2/ Nom et adresse complets, numéros de téléphone, de télex ou de télécopieur.
- 3/ En cas de notification générale couvrant plusieurs transferts, indiquer soit les dates prévues de chaque transport, soit, si celles-ci ne sont pas connues, la fréquence prévue des transports.
- 4/ Informations à fournir sur les dispositions pertinentes relatives à l'assurance et sur la manière dont l'exportateur, le transporteur et l'éliminateur s'en acquittent.
- 5/ Indiquer la nature et la concentration des composés les plus dangereux au regard de la toxicité et des autres dangers présentés par les déchets tant pour la manipulation que pour le mode d'élimination prévu.
- 6/ En cas de notification générale couvrant plusieurs transferts, indiquer à la fois la quantité totale estimée et les quantités estimées pour chacun des transferts.
- 7/ Dans la mesure où ce renseignement est nécessaire pour évaluer les risques et déterminer la validité de l'opération d'élimination proposée.

ANNEXE IV B

INFORMATIONS A FOURNIR DANS LE DOCUMENT DE MOUVEMENT

1. Exportateur des déchets 1/;
2. Producteur(s) des déchets et lieu de production 1/;
3. Eliminateur des déchets et lieu effectif d'élimination 1/;
4. Transporteur(s) des déchets 1/ ou son (ses) agents;
5. Date de début du mouvement transfrontière et date(s) et signature à la réception par chaque personne qui prend en charge les déchets;
6. Moyen de transport (route, rail, voie de navigation intérieure, mer, air) y compris pays d'exportation, de transit et d'importation ainsi que points d'entrée et de sortie lorsque ceux-ci sont connus;
7. Description générale des déchets (état physique, appellation exacte et classe d'expédition ONU, numéro ONU, numéro Y et numéro H le cas échéant);
8. Renseignements sur les dispositions particulières relatives à la manipulation, y compris mesures d'intervention en cas d'accident;
9. Type et nombre de colis;
10. Quantité en poids/volume;
11. Déclaration du producteur ou de l'exportateur certifiant l'exactitude des informations;
12. Déclaration du producteur ou de l'exportateur certifiant l'absence d'objections de la part des autorités compétentes de tous les Etats concernés;
13. Attestation de l'éliminateur de la réception à l'installation d'élimination désignée et indication de la méthode d'élimination et de la date approximative d'élimination.

NOTES

Les informations à fournir sur le document de mouvement devraient, chaque fois que possible, être rassemblées dans un seul et même document avec celles exigées par la réglementation des transports. En cas d'impossibilité, ces informations devraient compléter et non répéter celles exigées par la réglementation des transports. Le document de transport contiendra des instructions quant à la personne habilitée à fournir les renseignements et à remplir les formulaires.

- 1/ Nom et adresse complets, numéros de téléphone, de télex ou de télécopieur, ainsi que nom, adresse et numéro de téléphone, de télex ou de télécopieur de la personne à contacter en cas d'urgence.